

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR  
ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE (DGESIP)

DIRECTION DES EXAMENS, DES CONCOURS ET DE L'ORIENTATION (DEXCO)

## BREVET DE TECHNICIEN SUPÉRIEUR / SESSION 2017

## FILIERES TERTIAIRES :

- ASSISTANAT DE DIRECTION
- CARRIERES JURIDIQUES ET PROFESSIONS IMMOBILIERES
- FINANCES-ASSURANCE
- FINANCES-COMPTABILITE ET GESTION DES ENTREPRISES
- GESTION COMMERCIALE
- GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
- LOGISTIQUE
- RESSOURCES HUMAINES ET COMMUNICATION
- SCIENCES DE L'INFORMATION
- TOURISME -HOTELLERIE

## EPREUVE COMMUNE :

ECONOMIE

Durée de l'épreuve : 3 Heures

Coefficient de l'épreuve : 3

Ce sujet comporte deux parties à traiter sur la même copie.

**TEXTE : LES FORCES DE LA MONDIALISATION**

MAX Sujets

«Il faut donc avoir ce langage de vérité : la mondialisation fait beaucoup de dégâts.» En s'exprimant ainsi en tant que Premier ministre, le 24 novembre dernier dans le quotidien *Les Echos*, Manuel Valls a surpris tout le monde...

Et pour cause : au sein de la population, le doute ne cesse de grandir, tout particulièrement en France, quant aux vertus de l'internationalisation. Même les économistes ne croient plus à la mondialisation heureuse et désormais plutôt enclins à souligner son rôle dans la montée des inégalités.

Mais la réalité n'a pas attendu la prise de conscience des économistes et des politiques. Car, paradoxalement, au moment où s'ouvre enfin le débat sur les gagnants et les perdants de la mondialisation, plusieurs transformations structurelles semblent pousser au ralentissement, si ce n'est au recul, de l'extension que l'on croyait sans fin de la globalisation des entreprises et de la finance.

La première surprise est venue de la finance. Depuis la fin des années 1950, les mouvements de capitaux internationaux n'ont cessé de progresser. Les avancées technologiques en matière de communications et la libéralisation toujours plus grande des marchés des changes à partir des années 1970 ont été le premier moteur de cette internationalisation. Le mouvement s'est ensuite accéléré avec la possibilité offerte aux investisseurs étrangers de venir financer les déficits budgétaires en achetant des titres de dette publique à partir des années 1980. Puis,

dans les années 1990, ce sont les services financiers qui ont été libéralisés, permettant aux acteurs économiques de s'installer facilement dans un autre pays pour offrir des services bancaires et financiers.

**MAX Sujets**

On s'attendait bien à ce qu'une crise d'ampleur exceptionnelle comme celle des *subprime* calme les ardeurs des investisseurs. Le choc semble avoir été important : selon les estimations du McKinsey Global Institute, pratiquement dix ans après le début de la crise, le poids des mouvements de capitaux a été divisé par dix depuis leur pic de 2006 !

Un regard plus attentif permet de s'apercevoir que si la courbe de l'endettement international des Etats et des entreprises a nettement stoppé sa progression, les montants restent néanmoins élevés. De leur côté les investissements internationaux des firmes ne sont plus aussi importants qu'hier, de l'ordre de 1 500 milliards de dollars en 2015, contre un peu plus de 2 000 milliards au plus haut en 2007. De plus, de nombreuses études indiquent qu'environ 30 % de ces soi-disant investissements correspondent en réalité à des transferts artificiels de capitaux pour échapper au fisc ou bien à des réglementations diverses. La mondialisation des firmes est ainsi surestimée. Si la lutte entamée par le G20 pour remettre en cause ce genre de pratiques se révèle efficace, cette part factice de la mondialisation sera appelée, elle aussi, à se réduire.

Mais l'essentiel du ralentissement des flux de capitaux s'explique par la diminution des activités bancaires internationales, aussi bien pour les prêts que pour l'implantation de filiales à l'étranger. Plus en détail, le facteur de baisse le plus important concerne les prêts que se font les banques entre elles : la finance internationale travaille surtout pour la finance. Avant de soutenir les économies réelles, les établissements bancaires se prêtent de l'argent pour investir ou spéculer.

Or, on note une diminution de ces flux depuis la crise 2007-2008. On l'observe pour l'ensemble du monde, avec une baisse d'un tiers et, surtout, pour les banques européennes dont les prêts aux banques des autres pays ont été divisés par deux depuis leur pic de juin 2008. Une évolution qui dure depuis plusieurs années et pour laquelle il faudra encore attendre pour voir à quel niveau elle va se stabiliser.

**MAX Sujets**

Mais l'internationalisation de la finance n'est pas la seule à reculer. Tous les économistes notent ces dernières années que le commerce mondial croît bien moins rapidement qu'avant la crise. Entre les années 1980 et 2007, il progressait environ deux fois plus vite que le produit intérieur brut (PIB) mondial. Après une période d'instabilité entre 2007 et 2011, les échanges mondiaux sont restés plats, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) estimant une progression limitée à 1,7 % pour 2016.

Le ralentissement de l'économie mondiale explique en partie cette faiblesse : moins on croît et moins on importe. Mais la perte de dynamisme des échanges s'explique par des facteurs plus structurels. En fait, 60 % du commerce international correspond à des échanges intragroupes, entre les différentes filiales d'une même multinationale. Il n'est donc que le reflet des stratégies d'investissement des firmes. Or, il semble bien que celles-ci soient en train d'être profondément modifiées.

On avait l'habitude de constater les délocalisations d'entreprises, engagées dans l'éclatement au niveau mondial de leur chaîne de valeur ajoutée, c'est-à-dire la course à la sélection des territoires les mieux à même de produire à moindre frais les différentes parties de leur production. Ainsi, l'écran tactile d'un iPhone vient du Japon, son appareil photo des Etats-Unis, son processus de Corée du Sud, etc., le tout étant assemblée en Chine avant d'être exporté. Cette stratégie semble désormais remise en cause.

**MAX Sujets**

Les pays émergents dans lesquels les multinationales se sont installées connaissent des hausses de salaires. Le tsunami japonais ou l'effondrement du Rana Plaza ont également montré aux entreprises qu'elles maîtrisaient mal leurs chaînes d'approvisionnement mondial, ce qui les incite à en rapatrier une partie. La volonté de pouvoir réagir plus vite aux changements de goût des consommateurs va dans le même sens. Le coût environnemental des transports au long cours, dont les prix ne baissent plus, participe également à une moindre internationalisation des processus de production.

A tout cela s'ajoute une autre évolution clé : la Chine recentre son développement sur son économie interne : elle produit de plus en plus localement ce qu'elle importait et vend sur place ce qu'elle cherchait auparavant à exporter. Tous ces mouvements se lisent dans la baisse, marquée pour la Chine, des échanges mondiaux de biens intermédiaires destinés à être assemblés après leur production dans d'autres territoires. Ce changement stratégique des multinationales représente une force puissante de démondialisation.

Enfin, un dernier facteur pousse également dans le même sens : la « stagnation séculaire », cette longue période de faible croissance dans laquelle semblent engagées les économies des pays riches. L'économiste américaine Robert Gordon l'explique par le fait que les innovations en cours, dont l'application va se généraliser au cours des vingt-cinq prochaines années, sont porteuses, de faibles gains de productivité. Pour d'autres, comme Paul Krugman ou Larry Summers, le monde connaît un surplus d'épargne mondiale par rapport aux investissements, ce qui exerce une pression déflationniste durable. Du Fonds monétaire international (FMI) à la Banque centrale européenne (BCE), tous les experts soulignent combien la panne de l'investissement, une activité recourant assez fortement aux produits importés, semble refléter une stratégie durable des entreprises et contribue à l'affaiblissement de la mondialisation.

**MAX Sujets**

Des forces puissantes poussent aujourd'hui à une démondialisation économique. Jusqu'où ira ce mouvement et combien de temps durera-t-il ? Impossible de le dire pour le moment. Mais le capitalisme du XXIe siècle semble suivre une voie bien différente de celui de la seconde moitié du siècle précédent.

Source : Alternatives Economiques n° 364 – 01/2017

Auteur : Christian Chavagneux

A l'aide du texte et de vos connaissances, répondez aux questions :

**- ECONOMIE GENERALE**

1°) Définissez : **MAX Sujets**

- a) La démondialisation
- b) Le cycle économique
- c) Le protectionnisme éducatif

2°) Selon l'auteur quelles sont les raisons de la démondialisation ?

3°) Dans le texte, il est dit « ...la Chine recentre ...ce qu'elle importait »

- a) Quelle est la stratégie industrielle de développement pratiquée par la Chine ? Expliquez-la.
- b) Quels sont les avantages de cette stratégie ?

4°) Quels sont les effets pervers de la croissance économique ?

**- ECONOMIE D'ENTREPRISE**

1°) Définissez :

- a) L'internationalisation
- b) La délocalisation
- c) La décision stratégique.

2°) Expliquez les étapes de l'internationalisation des entreprises.

3°) Quels sont les avantages de la démondialisation pour les entreprises africaines ?

4°) Expliquez les modalités juridiques de la croissance externe des entreprises.

\*\*\*\*\*